

Le marché du travail et l'emploi sectoriel au Québec 2010-2014

Juillet 2010



5678901234567
6789012345678
7890123456789
8901234567890
9012345678901
0123456789012
1234567890123
2345678901234
3456789012345
4567890123456
5678901234567
6789012345678
7890123456789
8901234567890
9012345678901
0123456789012
1234567890123
2345678901234
3456789012345
4567890123456
5678901234567
6789012345678
7890123456789
8901234567890
9012345678901
0123456789012
1234567890123

Ce document a été préparé par la
Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail (DAIMT) d'Emploi-Québec.

Les opinions exprimées dans ce document sont celles des auteurs et ne reflètent pas forcément le
point de vue d'Emploi-Québec.

Rédaction

André Grenier, économiste

Travaux d'économétrie

Lassad Damak, économètre

Graphiques et tableaux

André Grenier

Graphisme, mise en pages et soutien technique

Stéphane Leroux

Révision linguistique

Monique Biron

Dépôt légal : Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2010

Dépôt légal : Bibliothèque nationale et Archives Canada, 2010

ISBN 978-2-550-57086-8 (pdf)

901234
9012345
0123456
1234567
2345678
3456789
4567890
5678901
6789012
7890123
8901234
9012345
0123456
1234567
2345678
3456789
4567890
5678901
6789012
7890123
8901234
9012345
0123456
1234567
2345678
3456789
4567890

Préface

L'étude ***Le marché du travail et l'emploi sectoriel au Québec 2010-2014*** est destinée à soutenir la planification de l'intervention d'Emploi-Québec. Elle servira à l'établissement des perspectives professionnelles du marché du travail jusqu'en 2014. Elle vise aussi à alimenter les travaux d'élaboration et de mise en œuvre de politiques et de programmes en matière d'emploi et de développement des compétences de la main-d'œuvre.

De plus, cette étude constitue, pour les partenaires d'Emploi-Québec ainsi que pour les personnes et les organismes qui s'intéressent à la problématique de la main-d'œuvre et de l'emploi au Québec, un outil d'information sur les tendances futures du marché du travail.

Enfin, le présent document cherche à circonscrire l'évolution, pour la période de 2010 à 2014, des principaux indicateurs du marché du travail (population active, emploi, chômage, taux d'activité, taux de chômage et taux d'emploi) et de l'emploi par secteur d'activité économique.

Le directeur de l'analyse et de l'information sur le marché du travail,

Normand Roy

Remerciements

L'étude ***Le marché du travail et l'emploi sectoriel au Québec 2010-2014*** n'aurait pu être produite sans le travail concerté de plusieurs personnes que nous désirons remercier. Il s'agit de Mme Nicole Dumoulin, qui a été d'une aide précieuse pour la recherche documentaire, de M. Lassad Damak, qui a effectué les travaux d'économétrie, et de Mme Monique Biron, qui a assuré la révision linguistique du texte. Nous ne saurions passer sous silence la contribution de M. Stéphane Leroux, qui a assuré les travaux de graphisme et de mise en page de cette étude.

Le scénario présenté dans ce document a été adapté à la lumière de l'information recueillie auprès de la Commission de la construction du Québec, du réseau d'économistes et d'analystes du marché du travail en poste dans toutes les directions régionales d'Emploi-Québec, des conseillers et des conseillères de la Direction du développement des compétences et de l'intervention sectorielle ainsi que des comités sectoriels de main-d'œuvre. Il a par la suite été soumis, pour consultation, à l'équipe de la Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail de même qu'aux économistes et aux analystes du marché du travail des directions régionales d'Emploi-Québec. Ces personnes l'ont enrichi de leurs précieux commentaires. Elles ont en outre participé étroitement à la production du volet régional des perspectives de l'emploi sectoriel. Les lecteurs et les lectrices peuvent d'ailleurs s'adresser à elles pour obtenir de l'information sur les perspectives du marché du travail dans leur région. Ces personnes sont :

François Bédard	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
Marie-Claude Jean	Bas-Saint-Laurent
Martine Roy	Capitale-Nationale
Dominique Bois	haudière-Appalaches
Éric Lampron	Centre-du-Québec
Régis Martel	Monterégie
Hugues Leroux	Montréal
Régent Chamard	Table métropolitaine de Montréal
Jean-Olivier Guillemette	Laval
Pierre Buisson	Lanaudière
Robert Gareau	Laurentides
Ghislain Régis Yoka	Outaouais
Ann Brunet Beaudry	Abitibi-Témiscamingue
Jules Bergeron	Mauricie
Marc-Antoine Tremblay	Saguenay-Lac-Saint-Jean
André LePage	Côte-Nord
Cyrille Djoman	Nord-du-Québec

Résumé

Le marché du travail au Québec

L'emploi, dont la croissance avait fortement ralenti en 2008 après l'année faste qu'il a connue en 2007, a inscrit en 2009 sa première contraction depuis 1996, en raison de la disparition de 38 000 postes. Le taux d'emploi, en repli pour une deuxième année consécutive, a perdu 1,2 point de pourcentage pour se fixer à 59,7 %, son niveau le plus bas depuis 2002.

Malgré les pertes d'emplois, la population active a connu une légère progression grâce à l'arrivée de 15 000 personnes sur le marché du travail. Cela n'a pas suffi pour faire fléchir le taux d'activité, que son recul de 0,5 point a ramené au niveau de 2002, à 65,2 %. Le nombre de personnes en chômage, en hausse pour une deuxième année de suite, a fait un bond 52 000 pour s'élever à 355 000. Quant au taux de chômage, après avoir atteint en 2007 et 2008 un plancher qui ne s'était pas vu depuis la première moitié des années 1970, il a rebondi de 1,2 point à 8,5 %. Il a néanmoins été inférieur à celui de l'Ontario pour la première fois de l'histoire.

Selon les prévisions, le nombre d'emplois devrait augmenter de 242 000 d'ici 2014, les plus forts gains devant être observés au cours des trois premières années. Le taux d'emploi récupérera graduellement le terrain perdu pour retrouver le sommet de 61 % atteint en 2007. La population active augmentera moins rapidement que l'emploi, soit de 185 000 personnes, sa progression allant en diminuant en raison des contraintes démographiques. Le taux d'activité ne récupérera qu'une partie des pertes de 2009 et pointera à 65,5 % en 2014. Le nombre de chômeurs reculera de 57 000 au cours de la période, ce qui le ramènera à 299 000 en 2014. Enfin, le taux de chômage se repliera régulièrement, pour glisser à 6,8 % à la fin de la période de prévision.

Les perspectives de l'emploi sectoriel

L'emploi s'accroîtra en moyenne de 1,2 % par année entre 2009 et 2014. Il devrait être en hausse dans la grande majorité des 33 secteurs d'activité. Une baisse est toutefois attendue dans six secteurs, modeste dans certains cas, mais plus importante dans d'autres, tous engagés dans la production de biens. Ce sont : l'agriculture et la pêche, les industries des textiles et des produits textiles, des vêtements et des produits en cuir, du papier, de l'impression et du meuble.

Le secteur des services, qui fournit déjà 78 % des emplois se verra attribuer 87 % des emplois créés. Les industries productrices de biens procureront 32 000 nouveaux emplois. L'évolution de l'emploi connaîtra tout de même un sort variable d'une industrie à l'autre, tant dans les services que dans la production de biens. Dans ce dernier domaine, la création d'emplois profitera surtout à la construction et à la fabrication de biens durables.

Pendant que l'emploi progressera de 1,1 % par année dans le secteur de la fabrication de biens durables, pour un gain de 16 000 emplois, il devrait faire du surplace dans celui des biens non durables, malgré le gain appréciable attendu dans l'industrie des aliments, des boissons et des produits du tabac. Du côté des biens durables, les principaux gains proviendraient de la fabrication de matériel de transport et de produits métalliques.

Dans le domaine des services, les secteurs où la plus forte création d'emplois est prévue sont les soins de santé et l'assistance sociale, les services professionnels, scientifiques et techniques, le commerce de détail ainsi que la finance, les assurances, l'immobilier et la location.

Résumé (suite)

Plusieurs industries, sans être nécessairement en première ligne en matière de création d'emplois, comptent parmi leurs effectifs une large proportion de travailleuses et de travailleurs âgés. Ces derniers quitteront le marché du travail en grand nombre au cours des prochaines années, et il faudra les remplacer. Ce sera le cas dans le secteur public, soit dans les domaines de la santé, de l'enseignement et de l'administration publique, notamment de l'administration provinciale. On observera la même situation dans les secteurs de l'agriculture et des autres industries primaires, de la première transformation des métaux, des transports et des autres services.

Le marché du travail régional

Selon les estimations des économistes des directions régionales d'Emploi-Québec, l'emploi sera en croissance dans toutes les régions du Québec. La croissance variera de 0,4 % par année dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean à 1,8 % dans les régions des Laurentides et de Lanaudière. De façon générale, c'est dans la région métropolitaine de recensement de Montréal et en Outaouais que l'on s'attend à la plus forte croissance. En outre, grâce à la hausse prévue de l'emploi, le taux de chômage diminuera partout. En 2014, la région de la Capitale-Nationale affichera le taux de chômage le plus faible (4,6 %), suivie de la région de l'Outaouais (4,5 %). La Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine fermera la marche avec un taux de chômage de 13,8 %, précédée des régions de la Mauricie (8,9 %) et de Montréal (8,9 %).

Table des matières

Introduction — La situation économique	10
Le marché du travail au Québec	12
Bilan de l'année 2009	12
Les perspectives du marché du travail de 2010 à 2014	16
Les perspectives de l'emploi sectoriel	22
Les industries productrices de biens	22
Le secteur des services	24
Le marché du travail régional	26
Tableaux	30
Références	44

Liste des graphiques et tableaux

GRAPHIQUE 1.1	
Variation de l'emploi et de la population active au Québec de 1989 à 2009	12
GRAPHIQUE 1.2	
Taux d'emploi au Québec de 1989 à 2009	13
GRAPHIQUE 1.3	
Taux d'activité au Québec de 1989 à 2009	13
GRAPHIQUE 1.4	
Variation du chômage au Québec de 1989 à 2009	14
GRAPHIQUE 1.5	
Taux de chômage au Québec de 1989 à 2009	15
GRAPHIQUE 1.6	
Variation annuelle de l'emploi et de la population active de 2009 à 2014	16
GRAPHIQUE 1.7	
Taux d'emploi de 2009 à 2014	17
GRAPHIQUE 1.8	
Taux d'activité de 2009 à 2014	17
GRAPHIQUE 1.9	
Chômage de 2009 à 2014	18
GRAPHIQUE 1.10	
Taux de chômage de 1976 à 2014	18
GRAPHIQUE 2.1	
Variation annuelle moyenne de l'emploi sectoriel de 2009 à 2014	20
GRAPHIQUE 2.2	
Variation du nombre d'emplois par secteur de 2009 à 2014	21
GRAPHIQUE 2.3	
Emploi dans la production de biens de 1987 à 2014	22
GRAPHIQUE 2.4	
Emploi québécois dans la fabrication et taux de change de 1997 à 2014	23
GRAPHIQUE 2.5	
Emploi dans les services de 1987 à 2014	24
GRAPHIQUE 3.1	
Croissance annuelle moyenne de l'emploi régional de 2009 à 2014	26
GRAPHIQUE 3.2	
Taux de chômage québécois et régional en 2009 et en 2014	27

TABLEAU 1	
Le marché du travail au Québec de 1997 à 2014	30
TABLEAU 2	
Le marché du travail des personnes de 15 à 64 ans au Québec de 1997 à 2014	32
TABLEAU 3	
Emploi par secteur d'activité de 2003 à 2014	34

Introduction - La situation économique

La récession, qui avait débuté en décembre 2007 aux États-Unis selon le National Bureau of Economic Research (NBER)¹, s'est accélérée et s'est étendue à l'ensemble du monde industrialisé, incluant le Canada, au cours de la seconde moitié de 2008, sans épargner un grand nombre de pays en développement. Malgré une sortie de récession (qui reste à confirmer par le NBER dans le cas des États-Unis) au deuxième semestre de 2009, l'année aura été marquée par la première contraction de l'ensemble de l'économie mondiale depuis la Seconde Guerre mondiale. Pendant que l'économie américaine reculait de 2,4 % et celle de la zone euro, de 4,1 %, la Chine et l'Inde ont su tirer leur épingle du jeu, affichant des croissances respectives de leur économie de 8,7 % et 6,6 %, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)². La bonne tenue relative des économies chinoise et indienne n'a toutefois pas suffi à empêcher une forte contraction, de quelque 11 %, du volume du commerce international³.

Comme on pouvait s'y attendre, les mesures monétaires et budgétaires sans précédent adoptées dans de nombreux pays, les creux historiques des taux directeurs des banques centrales et les mesures de stimulation qui ont fait exploser les déficits des administrations publiques ont permis de renverser la vapeur au deuxième semestre de 2009. Dans plusieurs pays, les déficits ont toutefois atteint des proportions insoutenables à moyen terme, dépassant 10 % de la valeur de la production nationale. Des actions exceptionnelles ont dû être menées au printemps de 2010 par les pays de la zone euro pour venir en aide à la Grèce, qui risquait de ne plus être capable d'honorer ses obligations financières. La situation a commandé des mesures sévères de restrictions budgétaires en Grèce et dans d'autres pays, ce qui a rendu plus incertaine une reprise qui s'annonçait déjà timide.

La croissance devrait néanmoins être au rendez-vous en 2010 et 2011 selon le Fonds monétaire international (FMI) et l'OCDE. Pendant que, menée notamment par la Chine et l'Inde, la production mondiale devrait s'accroître de plus de 4 % par année, le FMI entrevoit au cours de cette période une croissance de 2,3 % et 2,4 % pour les pays avancés et l'OCDE, une progression de 2,7 % et 2,8 % pour les pays de sa zone⁴. La croissance du produit intérieur brut (PIB) américain serait d'environ 3 %.

L'économie canadienne a été freinée par la crise de l'industrie automobile ontarienne, par l'arrêt brusque des investissements dans le secteur énergétique albertain à cause de la chute du prix du pétrole au second semestre de 2008 ainsi que par la baisse des exportations, notamment à destination des États-Unis. Ces facteurs défavorables ont contribué à la contraction du PIB canadien de 2,5 % en 2009. L'année s'est terminée sur une note positive, avec une croissance annualisée de 4,9 % au quatrième trimestre. L'année 2010 a débuté de la même façon, le PIB canadien augmentant à un rythme annuel de 6,1 %⁵. Selon le Conference Board du Canada, la croissance de l'économie canadienne devrait se maintenir au-dessus du seuil de 3 % au cours des cinq prochaines années et même dépasser 4 % en 2012⁶.

L'emploi canadien, qui s'était accru de 259 000 en 2008, a fondu de 277 000 en 2009. Il s'agit de son premier recul annuel depuis 1992 et du plus important depuis 1982. Près de 80 % des

1 National Bureau of Economic Research, *Determination of the December 2007 Peak in Economic Activity*, 11 décembre 2008, page 1. Le NBER est un organisme indépendant à qui est reconnue la responsabilité de déterminer les moments du début et de la fin des cycles de récession et d'expansion aux États-Unis.

2 Organisation de coopération et de développement économiques, *Perspectives économiques de l'OCDE*, vol. 87, version préliminaire, mai 2010, p. 216-223.

3 OCDE, *op. cit.*, p. 9; Fonds monétaire international, *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2010, p. 172.

4 FMI, *op. cit.*, p. 158; OCDE, *op. cit.*, p. 76.

5 Statistique Canada, *Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens, Premier trimestre de 2010* [document HTML], 31 mai 2010, tableau 3, <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/100531/t100531a3-fra.htm>.

6 Conference Board du Canada, *Canadian Outlook Long Term Economic Forecast 2010*, p. 80.

pertes d'emplois ont été observées en Ontario (58 %) et en Colombie-Britannique (20 %). Selon les prévisions du Conference Board, les emplois canadiens perdus l'an dernier devraient être presque tous récupérés en 2010, et l'emploi devrait faire un bond de 2,5 % en 2011⁷. Le nombre de chômeurs, qui a fait un saut de 36 % en 2009, se repliera légèrement cette année et davantage l'an prochain. Quant au taux de chômage⁸, il est passé de 6,1 % en 2008 à 8,3 % en 2009. Il devrait reculer à 8 % cette année et à 7,3 % l'an prochain, en route vers un niveau de moins de 6 % en 2014.

L'économie québécoise, soutenue par la consommation des ménages et les dépenses publiques, a été de nouveau moins durement touchée que l'économie canadienne en 2009. La réduction des stocks et l'effondrement des exportations ont toutefois exercé une ponction de 1,5 point de pourcentage sur le PIB du Québec, qui a reculé de 1 % l'an dernier. Entré en récession au dernier trimestre de 2008, le Québec en est ressorti au troisième trimestre de l'an dernier, pour connaître une accélération de la croissance annualisée de son économie de 5,5 % au quatrième trimestre. Malgré une forte augmentation de la demande intérieure, la détérioration du solde commercial a limité la progression de l'économie québécoise à 3,4 % au premier trimestre de 2010⁹. Le Conference Board prévoit que la croissance, entamée au second semestre de l'an dernier, se poursuivra en 2010 (2,6 %), en 2011 (2,3 %) et au cours des années suivantes à un rythme qui ira en décroissant après 2012, notamment pour des raisons démographiques. Le commerce extérieur devrait toutefois apporter une contribution positive à la production québécoise à partir de 2011¹⁰.

7 Conference Board du Canada, *Provincial Outlook*, printemps 2010, p. 45.

8 Les chômeurs et chômeuses sont les personnes qui, durant la semaine de référence de l'enquête, étaient disponibles pour travailler et avaient été mises à pied temporairement, avaient cherché un emploi au cours des quatre semaines précédentes ou devaient commencer un emploi au cours des quatre semaines suivantes. Le taux de chômage correspond au nombre de chômeurs et de chômeuses, exprimé en pourcentage de la population active. Source : Statistique Canada, *Guide de l'Enquête sur la population active 2009*, p. 7-8, 19.

9 Institut de la Statistique du Québec, *Produit intérieur brut réel selon les dépenses, données désaisonnalisées au taux annuel, base 002*, Québec, 2008-2010, 29 juin 2010.

10 Conference Board du Canada, *Provincial Outlook*, printemps 2010, p. 24; Conference Board du Canada, *Prévisions à long terme*, 18 février 2010, compilation spéciale.

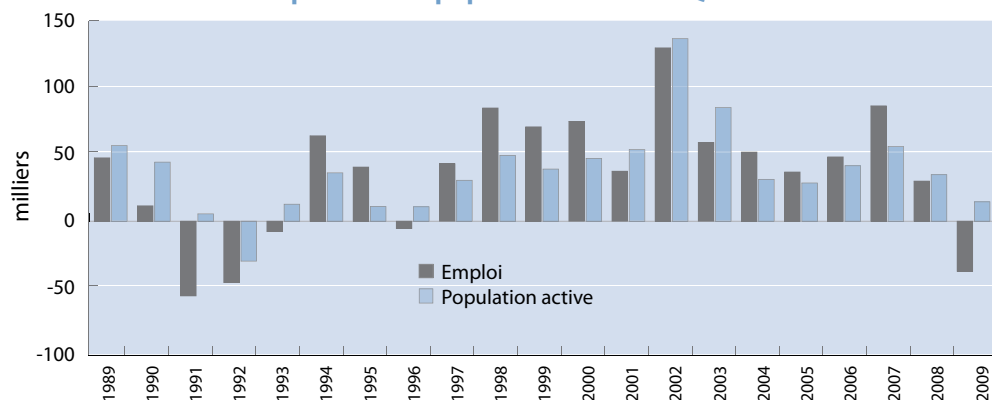
Le marché du travail au Québec

Bilan de l'année 2009

Après douze années de croissance, l'emploi a reculé de 38 000 en 2009, dans le contexte de la forte dégradation de l'économie nord-américaine et mondiale. Néanmoins, le Québec n'a compté que pour 14 % des emplois perdus dans l'ensemble du Canada. Presque tous les emplois perdus au Québec l'ont été par des hommes (- 35 000), qui n'occupaient plus que 52 % des emplois. Pour la première fois de l'histoire, les femmes occupaient plus d'emplois salariés que les hommes, lesquels demeuraient cependant plus nombreux parmi les travailleurs indépendants. Entre le sommet mensuel de l'emploi en février 2008 et le creux atteint en juillet 2009, ce sont 73 000 emplois qui ont été perdus. Il n'aura fallu que neuf mois pour les reprendre tous. En comparaison, il avait fallu 32 mois pour reprendre les 220 000 emplois perdus au début des années 1980, et près de cinq ans pour récupérer les 164 000 emplois disparus lors de la récession du début des années 1990. La mauvaise conjoncture a épargné le groupe des 55 ans ou plus, qui ont inscrit un gain de 31 000 emplois, dont plus de 6 000 occupés par des personnes de 65 ans ou plus.

Graphique 1.1

Variation de l'emploi et de la population active au Québec de 1989 à 2009

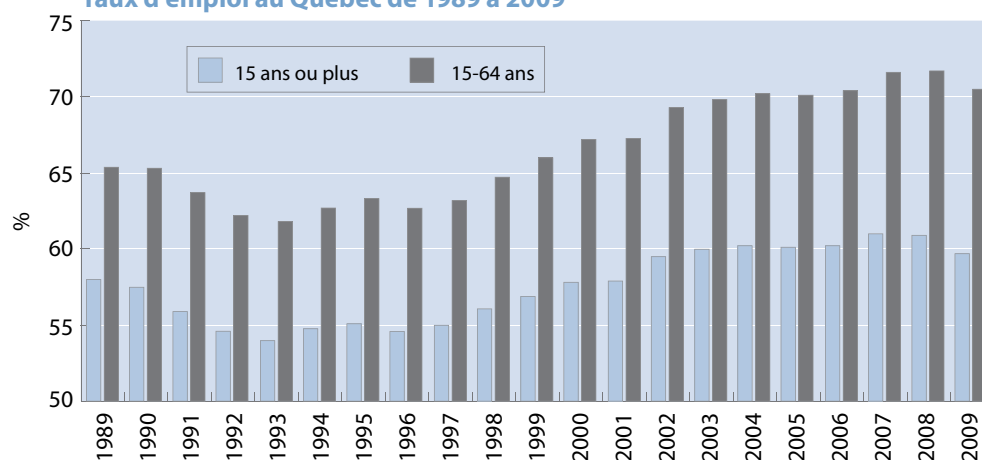


Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Le recul de 1 % du nombre d'emplois, couplé avec l'augmentation de 1 % de la population de 15 ans ou plus, a provoqué une contraction de 1,2 point de pourcentage du taux d'emploi¹¹, à 59,7 %. En baisse pour une deuxième année de suite, il glissait ainsi sous le seuil de 60 % pour la première fois depuis 2002. La perte d'emplois chez les personnes de 15 à 64 ans a été un peu plus importante, soit de 1,1 %, mais la progression de la population de moins de 65 ans a été plus modeste, soit de 0,5 %, occasionnant un repli identique de 1,2 % du taux d'emploi de cette population, à 70,5 %. C'est la deuxième fois seulement en treize ans que l'on observe une diminution du taux d'emploi des personnes de 15 à 64 ans.

¹¹ Le taux d'emploi correspond au nombre de personnes qui occupent un emploi, exprimé en pourcentage de la population de 15 ans ou plus. Le taux d'emploi d'un groupe particulier correspond au nombre de personnes de ce groupe qui occupent un emploi, exprimé en pourcentage de l'effectif de ce groupe. Source : *Ibid.*, p. 20.

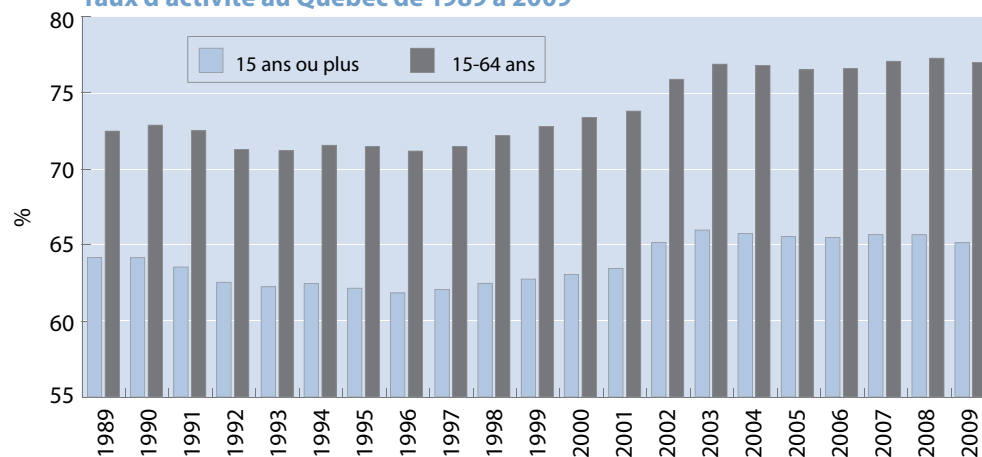
Graphique 1.2
Taux d'emploi au Québec de 1989 à 2009



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Le recul de l'emploi a découragé plusieurs milliers de personnes d'intégrer ou de réintégrer le marché du travail, occasionnant un ralentissement important de la croissance de la population active¹², qui n'a augmenté que de 15 000 personnes, ou de 0,3 %. L'apport des femmes à cette croissance (11 000) a été plus élevé que celui des hommes. Par ailleurs, plus de la moitié des gains est attribuable à la population de 65 ans ou plus.

Graphique 1.3
Taux d'activité au Québec de 1989 à 2009



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

La progression a été trop modeste pour empêcher un repli du taux d'activité¹³. Celui de la population de 15 ans ou plus, qui n'a inscrit qu'un seul gain au cours des six dernières années,

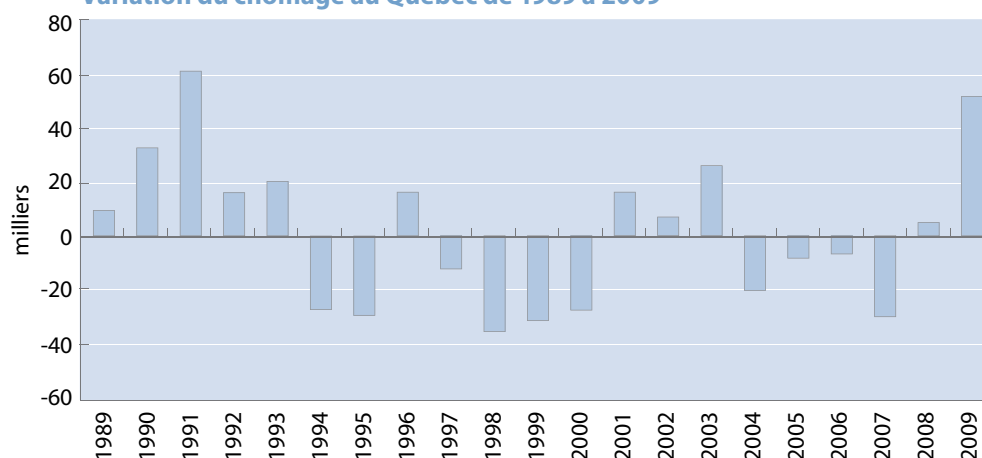
12 La population active est la population civile de 15 ans ou plus (à l'exclusion des pensionnaires d'établissements) qui, durant la semaine de référence de l'enquête, était occupée ou en chômage. Source : *Ibid.*, p. 17.

13 Le taux d'activité correspond au pourcentage de la population active totale par rapport à l'ensemble de la population de 15 ans ou plus. Le taux d'activité pour un groupe donné correspond au pourcentage de la population active dans ce groupe par rapport à l'effectif total de ce groupe. Source : *Ibid.*, p. 19.

Le marché du travail au Québec

s'est contracté de 0,5 % pour se fixer à 65,2 %. Quant au taux d'activité de la population de 15 à 64 ans, qui avait atteint un sommet de 77,3 % en 2008, il a subi un léger repli à 77 %, ce qui le laisse néanmoins parmi les plus élevés au monde. Il est notamment demeuré supérieur à celui de tous les pays du G7, à l'exclusion du Canada¹⁴.

Graphique 1.4
Variation du chômage au Québec de 1989 à 2009

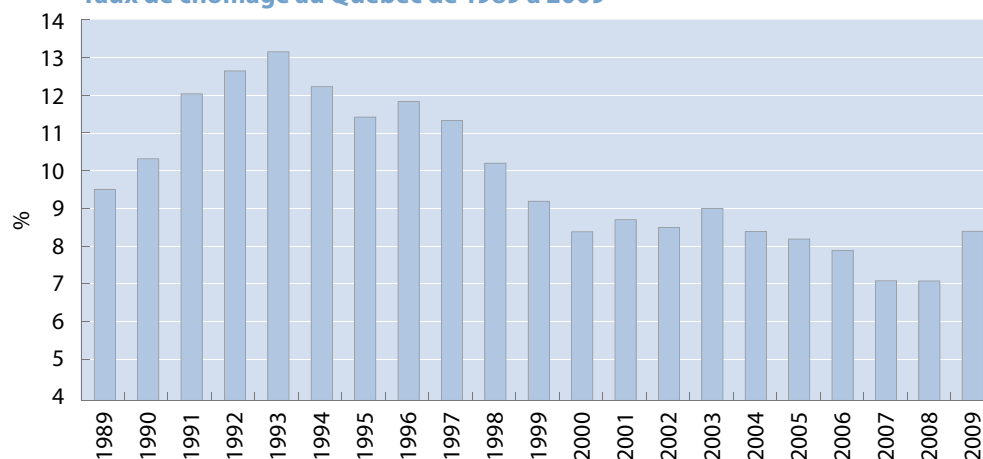


Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Les pertes d'emplois, additionnées à la modeste hausse de la population active, ont gonflé le nombre de personnes en chômage. Augmentant pour une deuxième année de suite, leur nombre est passé de 303 000 en 2008 à 355 000 l'an dernier. Cette hausse a fait bondir le taux de chômage québécois de 7,2 % à 8,5 %. Il a, malgré tout, été inférieur à celui de l'Ontario pour la première fois depuis les débuts de l'Enquête sur la population active, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et il n'a dépassé le taux canadien que de 0,2 point, ce qui ne s'était pas vu depuis 1948. La récession a creusé l'écart entre les taux de chômage masculin et féminin. Chez les femmes, le taux de chômage s'est accru de 0,7 point, à 6,9 %, pendant qu'il augmentait de 1,7 point, à 9,9 % chez les hommes. L'écart de 3 points de pourcentage en faveur des femmes est le plus élevé depuis 1964, alors que ces dernières étaient encore peu présentes sur le marché du travail.

¹⁴ Statistique Canada. *Enquête sur la population active*; Organisation de coopération et de développement économiques, *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2010*, juillet 2010, page 303. Le G7 est composé des pays suivants : États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie et Canada.

Graphique 1.5
Taux de chômage au Québec de 1989 à 2009



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

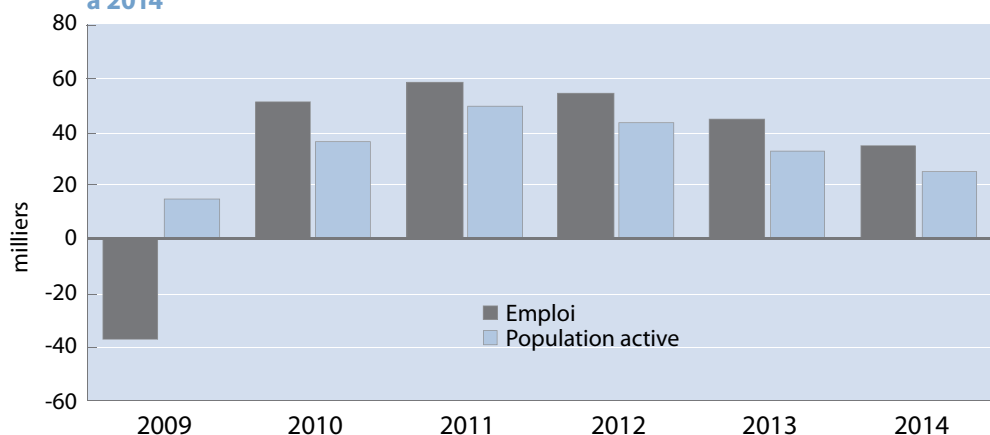
Au cours des cinq dernières années, 85 % des 164 000 emplois créés, soit 139 000, sont allés aux personnes de 55 ans ou plus, et près de 20 % (29 000), aux travailleuses et travailleurs de 65 ans ou plus. La hausse de la participation au marché du travail chez les aînées et les aînés au cours de cette période a été légèrement supérieure à celle de l'emploi, l'augmentation de la population active de 55 ans ou plus se situant à 152 000 personnes, dont 31 000 de 65 ans ou plus. Le taux d'activité de la population de 55 à 64 ans a gagné 1,6 point en 2009, à 55,7 %. La participation des femmes de ce groupe d'âge a progressé de 1,2 point pour atteindre 50 %, pendant que celle des hommes gagnait 1,9 point à 61,6 %. En cinq ans, les femmes de 55 à 64 ans ont vu leur taux d'activité se gonfler de 8,4 points de pourcentage, pendant que le taux d'activité des hommes du même groupe d'âge ne progressait que de 0,7 point. La contribution au marché du travail après l'âge normal de la retraite a continué de s'affirmer : 83 000 personnes de 65 ans ou plus étaient présentes sur le marché du travail, une hausse de 8 000 par rapport à 2008. Depuis 2000, la participation de ces personnes a augmenté de 190 %.

Les perspectives du marché du travail de 2010 à 2014

Après avoir connu en 2009 un premier repli annuel de l'emploi en treize ans, le marché du travail renouera avec la croissance en 2010 et au cours des années suivantes. Plus de 50 000 nouveaux emplois par année sont attendus au cours des trois premières années. Par la suite, en raison de l'accélération des départs à la retraite des personnes de la génération du *baby boom*, le plafonnement de la population en âge de travailler¹⁵ freinera l'afflux net de personnes sur le marché du travail, ce qui ralentira le rythme de création d'emplois, sans toutefois le tarir. La population de 15 à 64 ans, qui s'est accrue de 28 000 en 2009, amorcera son déclin en 2014, en repli de 4 000, selon le plus récent scénario démographique de l'Institut de la statistique du Québec¹⁶. En 2009, l'âge médian de la retraite était de 60 ans, ce qui signifie que la moitié des personnes ont pris leur retraite avant cet âge¹⁷. Or, les premiers bébé-boumeurs et bébé-boumeuses célèbrent leur 64e anniversaire cette année.

Graphique 1.6

Variation annuelle de l'emploi et de la population active au Québec de 2009 à 2014



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2010 à 2014.

Selon le scénario d'Emploi-Québec, la progression du nombre d'emplois pour l'ensemble de la période sera de 242 000. Les emplois perdus en 2009 seront repris dès cette année. Le nombre d'emplois franchira le seuil des 4 millions en 2012 et s'élèvera à 4 086 000 à la fin de la période de prévision. Pour l'ensemble de la période, la croissance annuelle moyenne de l'emploi, de 1,2 %, sera supérieure à celle de la population de 15 ans ou plus (0,8 %), et dépassera largement celle de la population de 15 à 64 ans (0,2 %).

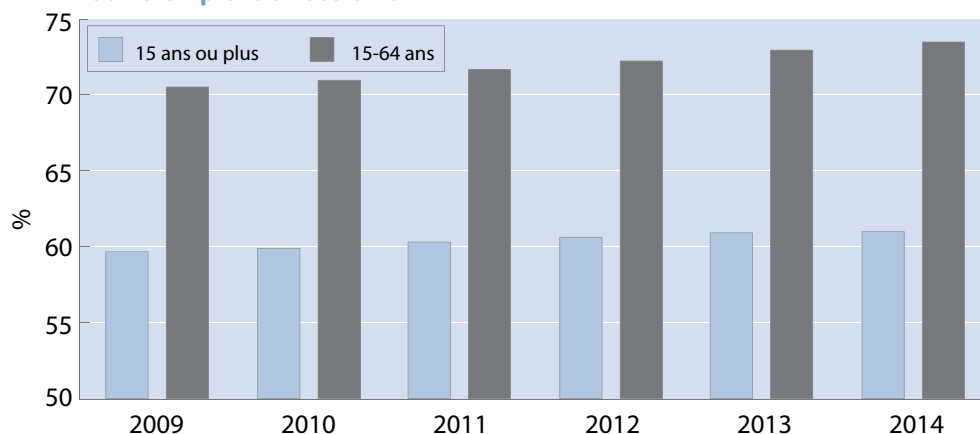
Le taux d'emploi récupèrera peu à peu le terrain perdu l'an dernier, pour atteindre 61 % en 2014, ce qui égale le sommet observé en 2007. Pour sa part, le taux d'emploi de la population de 15 à 64 ans ne prendra que deux ans pour rattraper le retard pris l'an dernier et atteindra 73,4 % en 2014, en hausse de 2,9 points.

¹⁵ Il s'agit ici de la population de 15 à 64 ans, qui n'a pas atteint l'âge « normal » de la retraite.

¹⁶ Institut de la statistique du Québec, *Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2006-2056*, édition 2009, scénario de référence et compilations spéciales.

¹⁷ Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

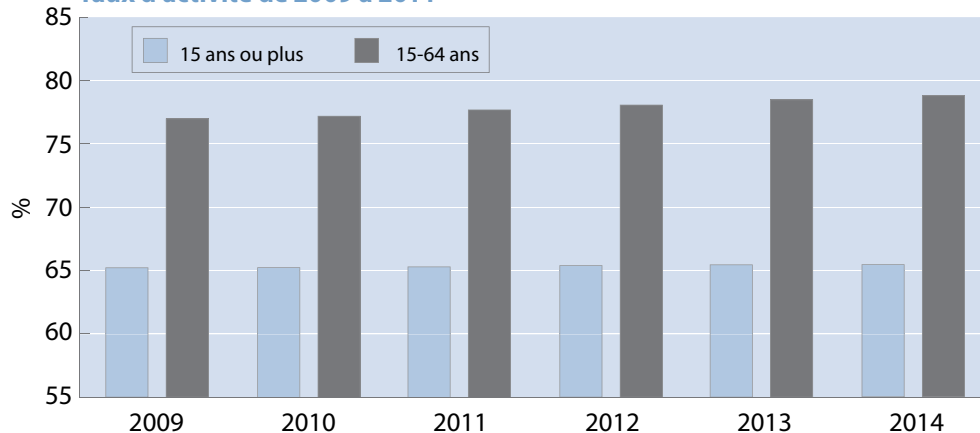
Graphique 1.7
Taux d'emploi de 2009 à 2014



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2010 à 2014.

La solide reprise de l'emploi prévue dès 2010 ramènera sur le marché du travail de nombreuses personnes que les pertes d'emplois de l'an dernier avaient découragées de se mettre à la recherche d'un emploi. L'arrivée prévue de 185 000 personnes sur le marché du travail est légèrement supérieure à l'augmentation observée de la population active au cours des cinq dernières années, qui a été de 175 000 personnes. En 2014, le Québec comptera 4 384 000 personnes présentes sur le marché du travail.

Graphique 1.8
Taux d'activité de 2009 à 2014



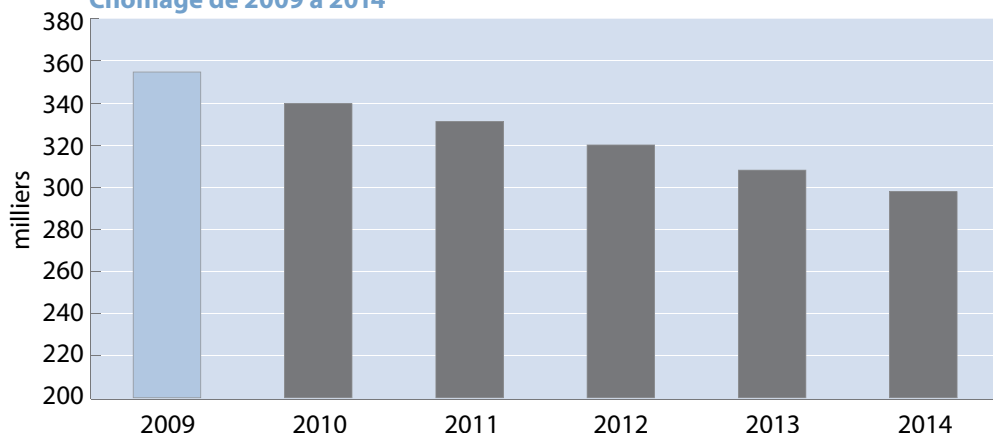
Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2010 à 2014.

La croissance de la population active continuera de reposer dans une large mesure, comme c'est le cas depuis le début du siècle, sur la hausse de la participation des femmes, sur un attachement plus grand au marché du travail des quinquagénaires et des sexagénaires ainsi que sur un solde migratoire favorable. La croissance moyenne de la population active, de 0,9 % par année, sera légèrement supérieure à celle de la population de 15 ans ou plus, ce qui se traduira par une légère remontée du taux d'activité, qui passera de 65,2 % à 65,5 %. Il

Les perspectives du marché du travail de 2010 à 2014

demeurera inférieur au sommet de 65,7 % observé en 2007 et 2008. Quant au taux d'activité de la population de 15 à 64 ans, il connaîtra une progression plus affirmée et surpassera dès l'an prochain le sommet inscrit en 2008. Un gain de 1,8 point le portera à 78,8 % en 2014.

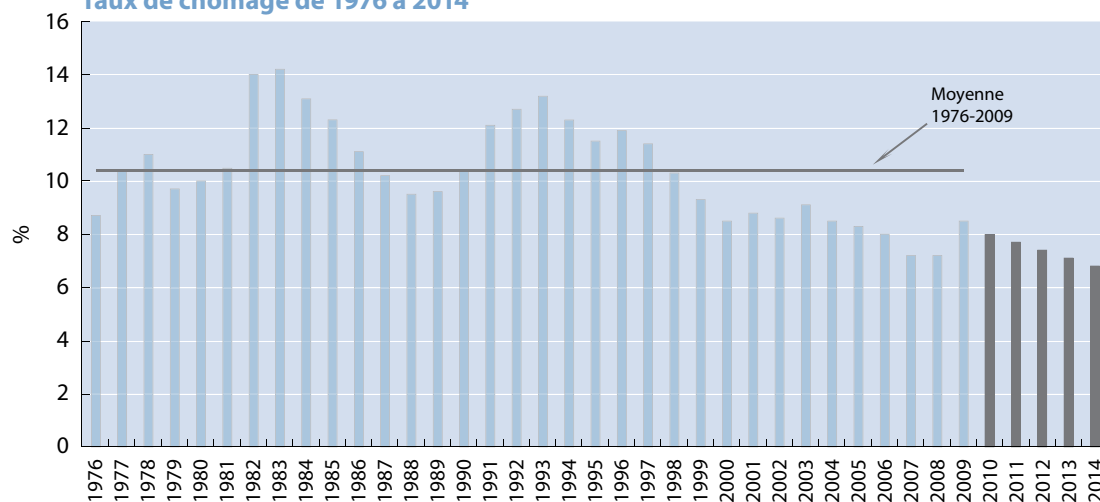
Graphique 1.9
Chômage de 2009 à 2014



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2010 à 2014.

Bien qu'importante, la hausse du chômage n'aura été que de courte durée. La solide reprise de l'emploi et sa croissance, qui devrait être plus rapide que celle de la population active, permettront de réduire de 57 000 le nombre de sans-emploi d'ici 2014. Le taux de chômage qui, à 8,5 % en 2009, a connu sa plus forte hausse annuelle depuis 1991, reculera lui aussi régulièrement. Dès 2013, il glissera sous le plancher des 7,2 % observé en 2007 et 2008, et passera en 2014 sous le seuil des 7 % pour la première fois depuis 1974.

Graphique 1.10
Taux de chômage de 1976 à 2014



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2010 à 2014.

Les perspectives du marché du travail 2010-2014 reposent sur un scénario macroéconomique qui suppose que, laissant derrière elle la récession, l'économie québécoise renouera, comme le reste de l'Amérique du Nord, avec la croissance, qui se maintiendra tout au long de la période de prévision. Ce scénario repose notamment sur l'hypothèse que la devise canadienne tendra peu à peu vers la parité avec le dollar américain.

La très grande volatilité des économies mondiale et nord-américaine fait peser beaucoup d'incertitude sur ce scénario. Une retombée des États-Unis en récession ne peut être entièrement écartée, ni une reprise plus lente que prévu au sud de la frontière. Il n'est pas non plus à exclure que le huard connaisse une appréciation plus rapide, créant des difficultés supplémentaires aux secteurs exposés au commerce international. Pour l'heure, la bonne tenue de l'économie chinoise, qui a doublé celle du Japon comme deuxième puissance économique mondiale, contribue à un certain optimisme pour les années à venir.

Les perspectives de l'emploi sectoriel

Au cours des années 2010 à 2014, le scénario retenu prévoit une croissance moyenne de l'emploi de 1,2 % par année. La grande majorité des 33 secteurs d'activité connaîtront une croissance de l'emploi. Seuls six secteurs devraient enregistrer des pertes d'emplois, tous dans la production de biens. Ces secteurs sont : l'agriculture et la pêche, les industries des textiles et des produits textiles, des vêtements et des produits en cuir, du papier, de l'impression ainsi que du meuble.

Graphique 2.1

Variation annuelle moyenne de l'emploi sectoriel de 2009 à 2014

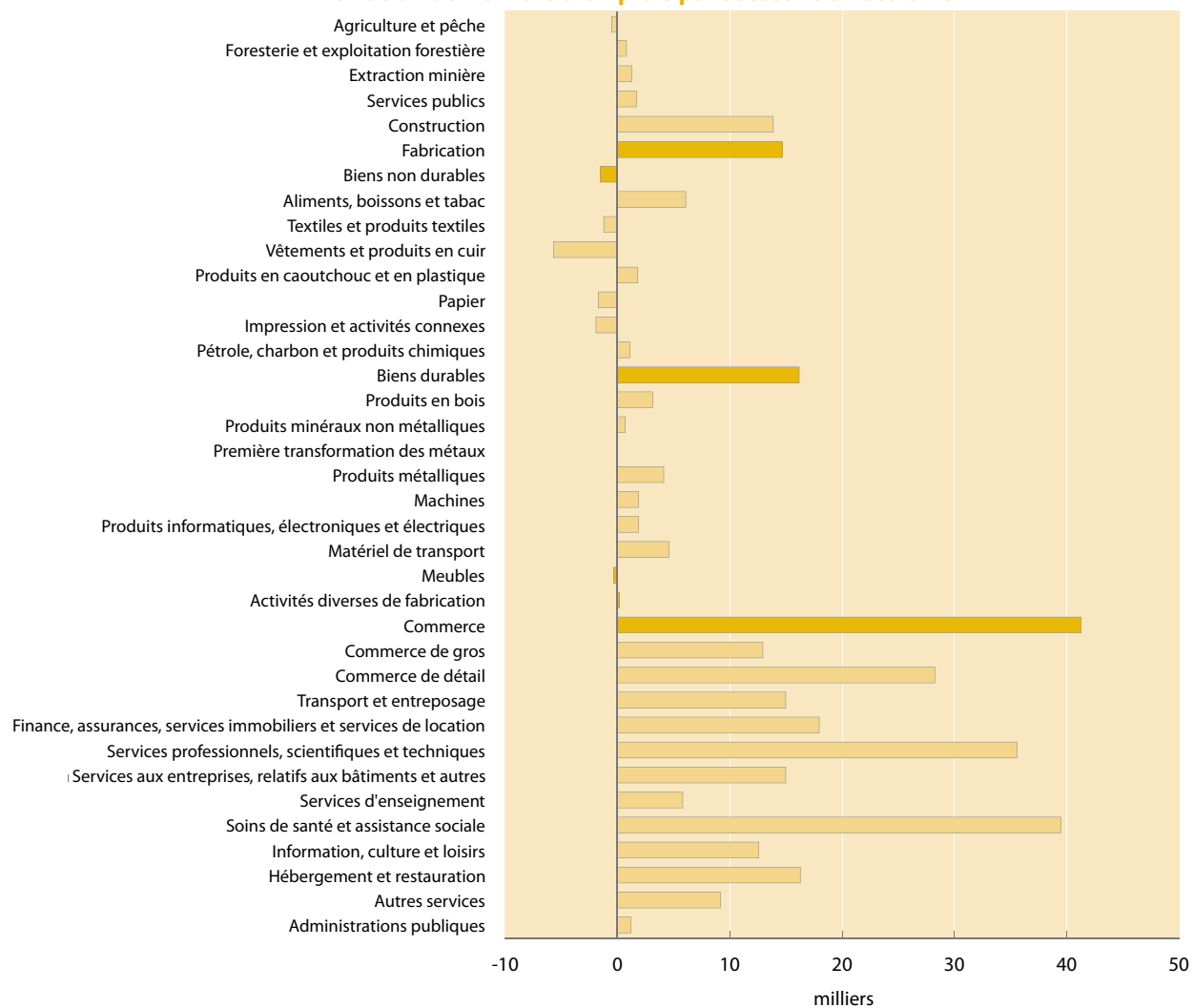


Source : estimations d'Emploi-Québec.

La croissance des emplois sera deux fois plus forte dans les industries de services (1,4 % par année) que dans la production de biens (0,7 %). Les services fourniront 87 % des nouveaux emplois. On observe néanmoins, autant dans la production de biens que dans le secteur tertiaire, que l'évolution de l'emploi est appelée à connaître un sort variable d'une industrie à l'autre.

Graphique 2.2

Variation du nombre d'emplois par secteur de 2009 à 2014



Source : estimations d'Emploi-Québec.

Les perspectives de l'emploi sectoriel

Les industries productrices de biens

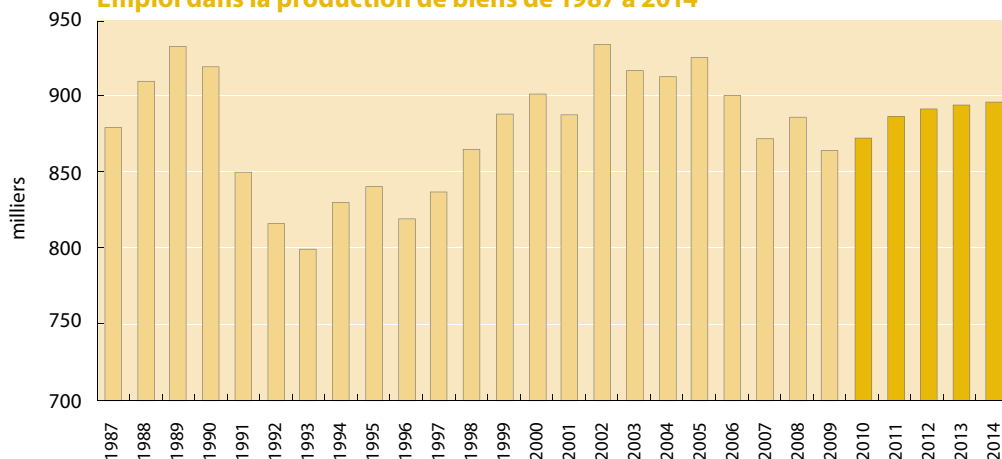
Les industries productrices de biens comprennent les industries du secteur primaire (agriculture, pêche, exploitation forestière et industrie minière) ainsi que celles du secteur secondaire (services publics, construction et fabrication). En 2009, elles ont fourni 865 000 emplois, soit 22 % de l'emploi total. Elles procuraient près de 30 % de l'emploi en 1987.

Prises dans leur ensemble, ces industries n'ont fourni aucun des 822 000 emplois créés au cours des 22 dernières années. Elles ont plutôt vu leur emploi reculer de 15 000. Le secteur primaire a perdu 30 000 emplois, pendant que le secteur secondaire en gagnait 15 000 grâce à l'industrie de la construction et aux services publics, alors que la fabrication enregistrait des pertes d'emplois.

La production de biens traverse une période mouvementée depuis 2002 en raison de la montée du dollar canadien et de l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Depuis le sommet de l'emploi atteint cette année-là, les industries productrices de biens ont perdu 70 000 emplois, malgré l'excellente tenue de l'industrie de la construction, qui en a gagné 57 000 en dépit d'un léger repli en 2009. L'année 2010 devrait marquer le début d'un certain redressement de l'emploi dans la production de biens. Si des milliers d'emplois supprimés au cours des deux dernières années ne reviendront pas, plusieurs mises à pied étaient de nature conjoncturelle : elles étaient dues à la contraction de l'économie. À mesure que l'activité économique reprendra du tonus, les entreprises recommenceront à embaucher du personnel pour répondre à la demande de leurs clients. Sauf dans la construction et dans les services publics, il s'agit toutefois de la récupération d'une partie des emplois perdus et non d'expansion.

Graphique 2.3

Emploi dans la production de biens de 1987 à 2014



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2010 à 2014.

La production de biens devrait fournir de l'emploi à 32 000 personnes de plus d'ici 2014, ce qui correspond à 13 % des emplois qui seront créés. Dans le secteur primaire, seul le secteur de l'agriculture et de la pêche connaîtrait un léger repli de l'emploi. À mesure que la crise immobilière se résorbera aux États-Unis, l'exploitation forestière reprendra un peu de vigueur. Quant à l'extraction minière, la valeur élevée du prix de l'or et le redressement du prix des métaux usuels en stimuleront l'activité.

Dans le secteur secondaire, après un an de pause en 2009, les travaux d'infrastructure et les grands chantiers porteront l'emploi dans la construction à un sommet inégalé, grâce à un apport de 14 000 postes. L'essentiel des gains dans cette industrie se produira au cours des premières années. Les développements dans le secteur énergétique apporteront près de 2 000 nouveaux emplois dans les services publics. Dans la fabrication, l'hémorragie devrait cesser, et 15 000 emplois devraient être récupérés, mais l'effectif de cette industrie aura perdu plus de 100 000 personnes par rapport au sommet atteint en 2002.

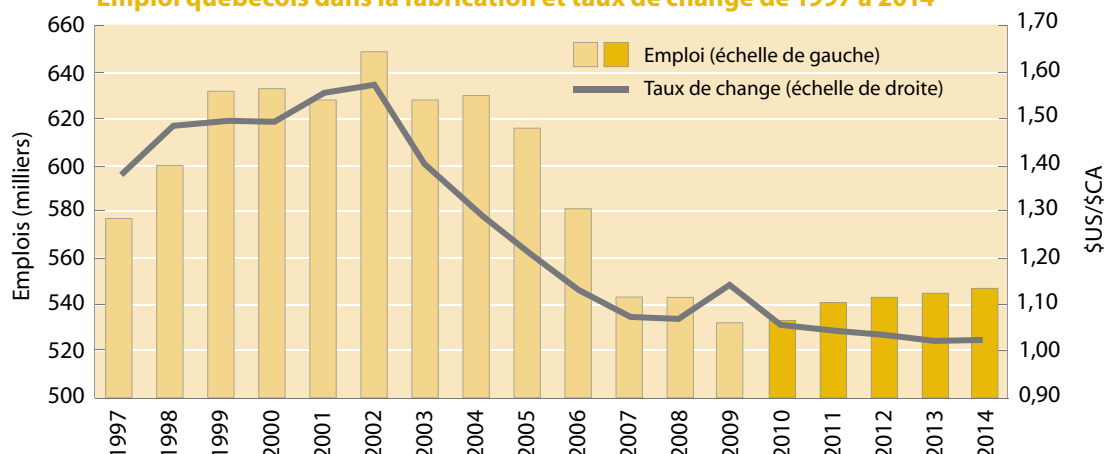
La fabrication

La devise canadienne, qui n'a cessé de s'apprécier pendant des années, portant un dur coup à plusieurs industries de la fabrication, leur laissera un répit en se stabilisant. Les différentes industries manufacturières connaîtront toutefois des résultats variables. Dans la fabrication de biens non durables, malgré les gains attendus notamment dans l'industrie de la fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac, la poursuite du déclin de l'emploi dans les industries des textiles et des produits textiles, des vêtements et des produits en cuir, du papier et de l'impression se traduira par la stagnation de l'emploi. Le rythme des pertes d'emplois dans le textile et le vêtement sera toutefois beaucoup plus modéré que dans les cinq dernières années, au cours desquelles on a vu disparaître plus de la moitié des emplois de ces industries.

Du côté de la fabrication de biens durables, un gain de 16 000 emplois est prévu, ce qui représente une progression moyenne de 1,1 % par année. Une reprise est attendue en 2011 dans le matériel de transport, en particulier dans les produits aéronautiques, grâce au retour aux profits des compagnies aériennes. Les grands travaux de génie souriront à l'industrie des produits métalliques. L'industrie des produits en bois, durement éprouvée au cours des dernières années, profitera de l'éventuelle reprise de l'activité dans la construction d'habitations aux États-Unis, quand la crise immobilière sera chose du passé. Dans la première transformation des métaux, les investissements majeurs attendus dans la production d'aluminium ne permettront au mieux que de maintenir les emplois, en augmentant de façon importante la productivité du travail. Seule l'industrie du meuble, exposée à la vive concurrence de l'Asie, devrait connaître une légère érosion de sa main-d'œuvre.

Graphique 2.4

Emploi québécois dans la fabrication et taux de change de 1997 à 2014



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2010 à 2014.

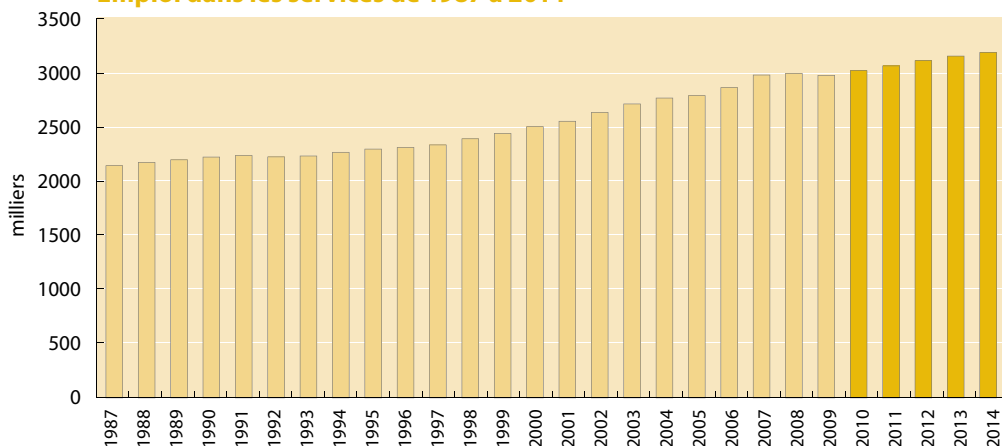
Les perspectives de l'emploi sectoriel

Le secteur des services

Le secteur des services comprend des activités aussi variées que le commerce, le transport, les services financiers et les services d'assurance, les différents services aux entreprises, les communications, la culture, les loisirs, l'hébergement et la restauration, les services personnels et autres, l'enseignement, la santé et l'administration publique. La perte de 16 000 emplois a été le premier recul observé dans les services depuis 1992. Ce secteur procurait, l'an dernier, près de 3 millions d'emplois, soit 78 % de l'emploi total. La part des services, qui était de 71 % de l'emploi total en 1987, s'est accrue jusqu'en 1996. Elle a par la suite peu varié jusqu'en 2002, mais elle a de nouveau augmenté au cours des années suivantes.

Dans leur ensemble, les services sont touchés moins gravement par les ralentissements économiques que les industries productrices de biens. C'est d'ailleurs au début des années 1990, lorsque l'emploi dans le domaine de la production de biens diminuait, que la part du secteur des services dans l'emploi total a connu l'essentiel de sa progression des vingt dernières années. En 2005, l'emploi dans le commerce (de gros et de détail) a dépassé pour la première fois l'emploi dans l'ensemble des industries manufacturières, et l'an dernier, l'écart était de 94 000 emplois.

Graphique 2.5
Emploi dans les services de 1987 à 2014



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2010 à 2014.

La croissance de l'emploi dans les services devrait compter pour 87 % de la création totale d'emplois d'ici à 2014, ce qui portera à 3 189 000 le nombre d'emplois dans ce secteur. Si le taux de croissance de l'emploi dans les services atteint, conformément aux prévisions, 1,4 % en moyenne par année, il sera deux fois supérieur à celui que l'on prévoit dans la production de biens. Ce sont les services professionnels, scientifiques et techniques, les services aux entreprises, les services relatifs aux bâtiments et les autres services de soutien, les soins de santé et l'assistance sociale, la finance, les assurances, l'immobilier et la location ainsi que le commerce de gros qui devraient se trouver en tête quant au taux de création d'emplois. Les services d'enseignement et les administrations publiques fermeront la marche. En raison du vieillissement de la population et de la demande accrue en matière de services de garde occasionnée par la hausse des naissances, le secteur des soins de santé et de l'assistance

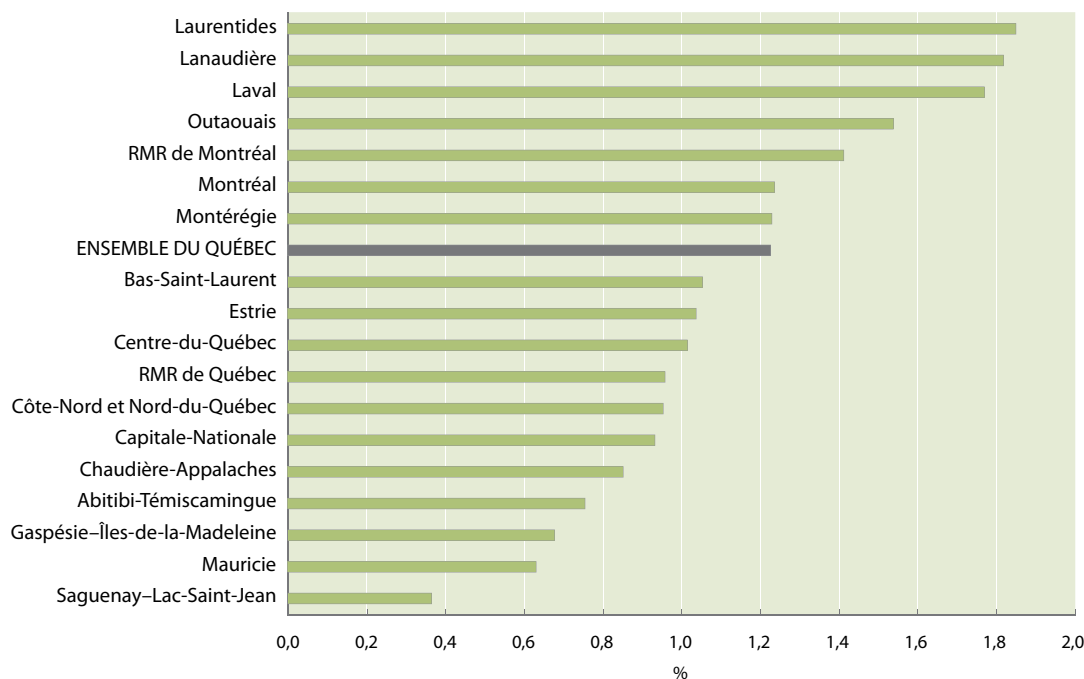
sociale, qui arrive au premier rang en matière d'effectif (482 000 personnes), aura besoin de 40 000 personnes supplémentaires d'ici 2014. Suivent les services professionnels, scientifiques et techniques (36 000) et le commerce de détail (28 000).

Le marché du travail régional

Selon les estimations des économistes et des analystes du marché du travail des directions régionales d'Emploi-Québec¹⁸, les régions administratives des Laurentides, de Lanaudière et de Laval se classeront premières au chapitre du taux de croissance de l'emploi, dépassant largement la grande majorité des autres régions d'ici 2014. En effet, dans ces régions à forte croissance démographique, le taux prévu est de 1,8 % par année¹⁹, ce qui est 50 % plus élevé que dans l'ensemble du Québec. Elles sont suivies de près par la région de l'Outaouais (1,5 %). À l'exception de l'Outaouais, toutes les régions où la croissance prévue de l'emploi est égale ou supérieure à la moyenne québécoise se trouvent dans la grande région de Montréal. Dans la région métropolitaine de recensement de Montréal²⁰, la croissance prévue de l'emploi est de 1,4 % par année.

Graphique 3.1

Croissance annuelle moyenne de l'emploi régional de 2009 à 2014



Source : estimations d'Emploi-Québec.

À des degrés divers, l'emploi sera en croissance dans toutes les régions du Québec. Les régions ressources connaîtront une évolution contrastée : tandis que la croissance prévue de l'emploi sera limitée à 0,4 % par année dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean et à

18 Les perspectives du marché du travail régional ont été produites par les économistes et les analystes du marché du travail des directions régionales d'Emploi-Québec avec le soutien de l'équipe responsable des perspectives du marché du travail québécois. Les lecteurs et les lectrices pourront s'adresser à l'économiste de leur direction régionale pour avoir plus d'information sur les tendances du marché du travail dans leur région.

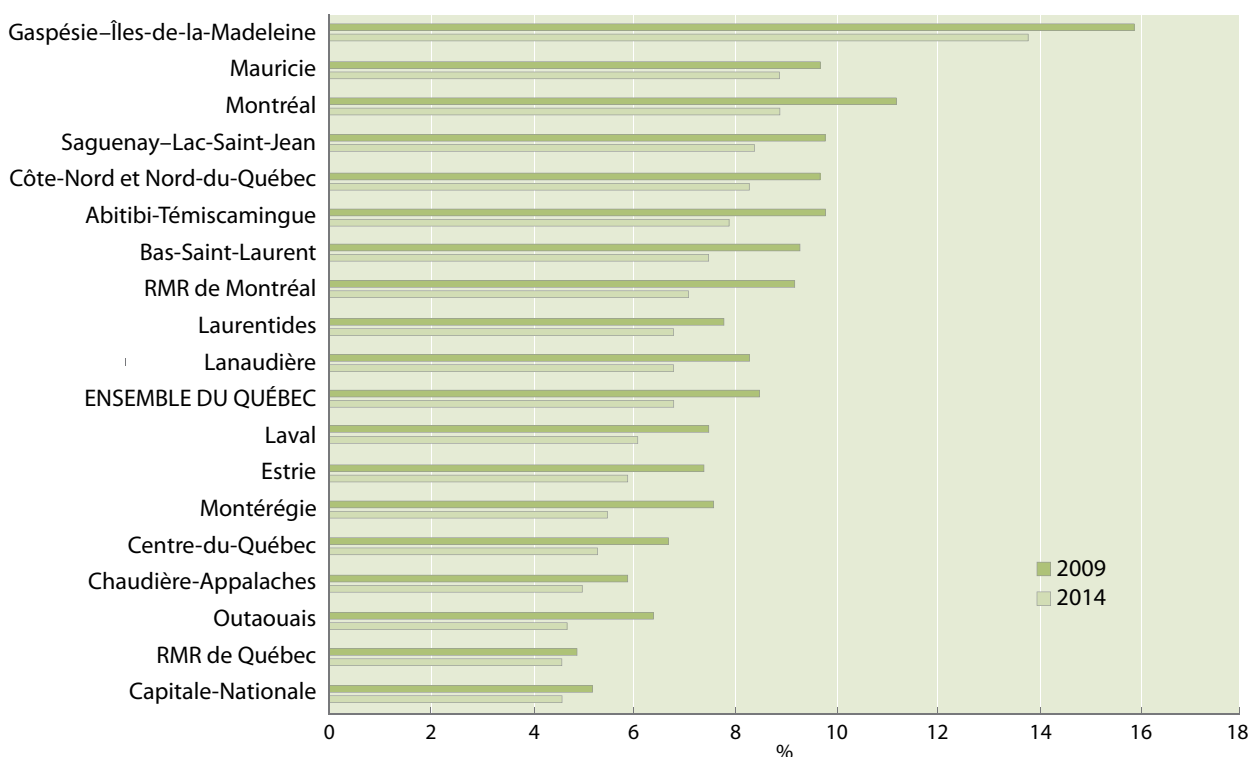
19 Les données sur l'emploi et les projections reposent sur l'Enquête sur la population active de Statistique Canada, une enquête menée auprès des ménages. Ces données se rapportent donc aux personnes occupant un emploi, selon leur lieu de résidence et non selon leur lieu de travail. Beaucoup de gens qui vivent dans des régions situées autour de Montréal travaillent dans l'île, tout comme de nombreuses personnes traversent la rivière Outaouais pour travailler à Ottawa ou le fleuve pour travailler à Québec, même si leur emploi est inscrit dans leur région de résidence. La croissance de l'emploi dans les régions périphériques des grands centres s'explique alors en partie par l'étalement urbain.

20 La région métropolitaine de recensement de Montréal comprend les régions administratives de Montréal et de Laval ainsi que la couronne, soit une partie des régions administratives de la Montérégie, de Lanaudière et des Laurentides.

0,6 % en Mauricie, les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec²¹ qui profiteront des grands projets hydroélectriques, devraient voir leur emploi s'accroître de 1 % en moyenne, et le Bas-Saint-Laurent, de 1,1 %. La faible croissance démographique, voire le déclin de la population dans la plupart des régions ressources, explique que l'on y prévoit une progression de l'emploi plus modeste que la moyenne. Les régions de la Chaudière-Appalaches (0,9 %) et de la Capitale-Nationale (0,9 %) connaîtront, elles aussi, une croissance de l'emploi en deçà de la moyenne. La création d'emplois dans ces régions sera freinée, d'une part, par la faiblesse de la croissance démographique et, d'autre part, par un taux de chômage moins élevé, qui réduit la disponibilité de la main-d'œuvre apte à occuper les nouveaux emplois.

Les régions du sud-ouest du Québec, notamment l'agglomération montréalaise, possèdent une économie diversifiée, qui accorde une place importante aux industries de pointe. Ces régions bénéficient en outre des retombées positives d'une évolution démographique plus avantageuse.

Graphique 3.2
Taux de chômage québécois et régional en 2009 et en 2014



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2010 à 2014.

Pendant que l'emploi sera en hausse partout, une baisse généralisée du taux de chômage est attendue d'ici 2014. La majorité des régions auront alors un taux de chômage inférieur à 7 %, et six régions administratives devraient afficher un taux de chômage inférieur à 6 %. Parmi celles-ci, les régions de la Capitale-Nationale et de l'Outaouais se distingueront en affichant

²¹ Les régions administratives de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec sont traitées ici comme une seule région parce que, en raison de leur faible population, Statistique Canada les réunit aux fins des statistiques sur le marché du travail.

Le marché du travail régional

des taux de chômage de 4,6 % et 4,7 %. Suivront, dans l'ordre, les régions de la Chaudière-Appalaches, du Centre-du-Québec, de la Montérégie et de l'Estrie.

Tandis que le taux de chômage de la région métropolitaine de recensement de Québec (qui comprend les villes de Québec et de Lévis ainsi que les villes et villages avoisinants) sera de 4,6 %, la région métropolitaine de Montréal connaîtra un taux de chômage légèrement supérieur à 7 %.

Les régions ressources continueront d'avoir les taux de chômage parmi les plus hauts. Malgré l'amélioration prévue, le taux de chômage de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (13,8 %) sera toujours élevé. C'est la seule région où il demeurera supérieur à 10 %. Dans les autres régions ressources, il variera entre 7,5 % dans le Bas-Saint-Laurent et 8,9 % en Mauricie. La région administrative de Montréal leur tiendra compagnie avec un taux de 8,9 %.

Tableaux

Tableau 1
Le marché du travail au Québec de 1997 à 2014

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Population	5 772,1	5 806,0	5 845,0	5 889,0	5 939,9	5 995,0	6 049,4	6 112,8
Var. (000)	34,8	33,9	39,0	44,0	50,9	55,1	54,4	63,4
Var. (%)	0,6	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	1,0
Population active	3 582,3	3 631,5	3 670,5	3 717,5	3 771,1	3 907,7	3 992,8	4 024,1
Var. (000)	30,6	49,2	39,0	47,0	53,6	136,6	85,1	31,3
Var. (%)	0,9	1,4	1,1	1,3	1,4	3,6	2,2	0,8
Emploi	3 172,8	3 257,5	3 328,1	3 402,8	3 440,2	3 569,9	3 628,8	3 680,5
Var. (000)	43,0	84,7	70,6	74,7	37,4	129,7	58,9	51,7
Var. (%)	1,4	2,7	2,2	2,2	1,1	3,8	1,6	1,4
Chômage	409,6	374,0	342,4	314,7	330,9	337,9	364,0	343,7
Var. (000)	-12,3	-35,6	-31,6	-27,7	16,2	7,0	26,1	-20,3
Var. (%)	-2,9	-8,7	-8,4	-8,1	5,1	2,1	7,7	-5,6
Taux d'activité	62,1	62,5	62,8	63,1	63,5	65,2	66,0	65,8
Var. (points de %)	0,2	0,4	0,3	0,3	0,4	1,7	0,8	-0,2
Taux de chômage	11,4	10,3	9,3	8,5	8,8	8,6	9,1	8,5
Var. (points de %)	-0,5	-1,1	-1,0	-0,8	0,3	-0,2	0,5	-0,6
Taux d'emploi	55,0	56,1	56,9	57,8	57,9	59,5	60,0	60,2
Var. (points de %)	0,4	1,1	0,8	0,9	0,1	1,6	0,5	0,2

Var. : variation.

Sources : données historiques, Statistique Canada. *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2010 à 2014.

Date : 27 avril 2010

Tableau 1

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
6 182,2	6 251,5	6 314,5	6 372,1	6 437,0	6 499,3	6 559,0	6 611,8	6 657,3	6 697,5
69,4	69,3	63,0	57,6	64,9	62,3	59,7	52,8	45,5	40,2
1,1	1,1	1,0	0,9	1,0	1,0	0,9	0,8	0,7	0,6
4 052,7	4 094,2	4 150,1	4 184,9	4 199,4	4 235,3	4 284,4	4 327,3	4 359,6	4 384,3
28,6	41,5	55,9	34,8	14,5	35,9	49,1	42,9	32,3	24,7
0,7	1,0	1,4	0,8	0,3	0,9	1,2	1,0	0,7	0,6
3 717,3	3 765,4	3 851,7	3 881,7	3 844,2	3 895,1	3 953,0	4 006,9	4 051,2	4 085,7
36,8	48,1	86,3	30,0	-37,5	50,9	57,9	53,9	44,3	34,5
1,0	1,3	2,3	0,8	-1,0	1,3	1,5	1,4	1,1	0,9
335,4	328,8	298,4	303,2	355,2	340,2	331,4	320,4	308,4	298,6
-8,3	-6,6	-30,4	4,8	52,0	-15,0	-8,8	-11,0	-12,0	-9,8
-2,4	-2,0	-9,2	1,6	17,2	-4,2	-2,6	-3,3	-3,7	-3,2
65,6	65,5	65,7	65,7	65,2	65,2	65,3	65,4	65,5	65,5
-0,2	-0,1	0,2	0,0	-0,5	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0
8,3	8,0	7,2	7,2	8,5	8,0	7,7	7,4	7,1	6,8
-0,2	-0,3	-0,8	0,0	1,3	-0,5	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3
60,1	60,2	61,0	60,9	59,7	59,9	60,3	60,6	60,9	61,0
-0,1	0,1	0,8	-0,1	-1,2	0,2	0,4	0,3	0,3	0,1

Tableaux

Tableau 2

Le marché du travail des personnes de 15 à 64 ans au Québec de 1997 à 2014

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Population	4 956,3	4 973,7	4 997,8	5 025,3	5 059,4	5 098,0	5 132,6	5 174,9
Var. (000)	16,6	17,4	24,1	27,5	34,1	38,6	34,6	42,3
Var. (%)	0,3	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	0,7	0,8
Population active	3 542,7	3 590,3	3 637,6	3 689,0	3 736,2	3 867,8	3 944,7	3 972,4
Var. (000)	26,1	47,6	47,3	51,4	47,2	131,6	76,9	27,7
Var. (%)	0,7	1,3	1,3	1,4	1,3	3,5	2,0	0,7
Emploi	3 134,8	3 217,7	3 296,3	3 375,1	3 407,2	3 531,8	3 583,2	3 631,0
Var. (000)	38,1	82,9	78,6	78,8	32,1	124,6	51,4	47,8
Var. (%)	1,2	2,6	2,4	2,4	1,0	3,7	1,5	1,3
Chômage	408,0	372,7	341,3	313,9	329,0	336,1	361,5	341,4
Var. (000)	-11,9	-35,3	-31,4	-27,4	15,1	7,1	25,4	-20,1
Var. (%)	-2,8	-8,7	-8,4	-8,0	4,8	2,2	7,6	-5,6
Taux d'activité	71,5	72,2	72,8	73,4	73,8	75,9	76,9	76,8
Var. (points de %)	0,3	0,7	0,6	0,6	0,4	2,1	1,0	-0,1
Taux de chômage	11,5	10,4	9,4	8,5	8,8	8,7	9,2	8,6
Var. (points de %)	-0,4	-1,1	-1,0	-0,9	0,3	-0,1	0,5	-0,6
Taux d'emploi	63,2	64,7	66,0	67,2	67,3	69,3	69,8	70,2
Var. (points de %)	0,5	1,5	1,3	1,2	0,1	2,0	0,5	0,4

Var. : variation.

Sources : données historiques, Statistique Canada. *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2010 à 2014.

Date : 27 avril 2010

Tableau 2

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
5 221,3	5 262,1	5 292,6	5 316,2	5 343,8	5 367,7	5 386,9	5 395,4	5 398,3	5 394,7
46,4	40,8	30,5	23,6	27,6	23,9	19,2	8,5	2,9	-3,6
0,9	0,8	0,6	0,4	0,5	0,4	0,4	0,2	0,1	-0,1
3 995,7	4 031,0	4 083,0	4 109,9	4 116,8	4 143,8	4 183,1	4 212,7	4 238,2	4 253,0
23,3	35,3	52,0	26,9	6,9	27,0	39,3	29,6	25,5	14,8
0,6	0,9	1,3	0,7	0,2	0,7	0,9	0,7	0,6	0,3
3 662,6	3 706,5	3 787,1	3 809,8	3 766,0	3 808,1	3 856,5	3 897,5	3 935,1	3 959,9
31,6	43,9	80,6	22,7	-43,8	42,1	48,4	41,0	37,6	24,8
0,9	1,2	2,2	0,6	-1,1	1,1	1,3	1,1	1,0	0,6
333,1	324,5	295,9	300,1	350,8	335,7	326,6	315,2	303,1	293,1
-8,3	-8,6	-28,6	4,2	50,7	-15,1	-9,1	-11,4	-12,1	-10,0
-2,4	-2,6	-8,8	1,4	16,9	-4,3	-2,7	-3,5	-3,8	-3,3
76,5	76,6	77,1	77,3	77,0	77,2	77,7	78,1	78,5	78,8
-0,3	0,1	0,5	0,2	-0,3	0,2	0,5	0,4	0,4	0,3
8,3	8,1	7,2	7,3	8,5	8,1	7,8	7,5	7,2	6,9
-0,3	-0,2	-0,8	0,1	1,2	-0,4	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3
70,1	70,4	71,6	71,7	70,5	70,9	71,6	72,2	72,9	73,4
-0,1	0,3	1,1	0,1	-1,2	0,5	0,6	0,6	0,7	0,5

Tableaux

Tableau 3
Emploi par secteur d'activité de 2003 à 2014

	2003	2004	2005	2006	2007
Agriculture et pêche	58,5	51,8	62,9	67,7	67,1
Var. (000)	-6,3	-6,7	11,1	4,8	-0,6
Var. (%)	-9,7	-11,5	21,4	7,6	-0,9
Foresterie et exploitation forestière	22,2	20,6	19,5	17,8	15,3
Var. (000)	-2,2	-1,6	-1,1	-1,7	-2,5
Var. (%)	-9,0	-7,2	-5,3	-8,7	-14,0
Extraction minière	15,3	14,0	16,8	18,4	18,7
Var. (000)	2,5	-1,3	2,8	1,6	0,3
Var. (%)	19,5	-8,5	20,0	9,5	1,6
Services publics	30,4	32,2	31,8	29,7	32,3
Var. (000)	0,5	1,8	-0,4	-2,1	2,6
Var. (%)	1,7	5,9	-1,2	-6,6	8,8
Construction	162,9	164,5	179,2	186,1	195,5
Var. (000)	9,5	1,6	14,7	6,9	9,4
Var. (%)	6,2	1,0	8,9	3,9	5,1
Fabrication	628,0	630,2	615,7	581,3	543,3
Var. (000)	-21,1	2,2	-14,5	-34,4	-38,0
Var. (%)	-3,3	0,4	-2,3	-5,6	-6,5
Biens non durables	300,2	299,1	284,1	252,7	242,5
Var. (000)	11,9	-1,1	-15,0	-31,4	-10,2
Var. (%)	4,1	-0,4	-5,0	-11,1	-4,0
Aliments, boissons et tabac	81,2	84,5	74,6	71,9	76,7
Var. (000)	6,1	3,3	-9,9	-2,7	4,8
Var. (%)	8,1	4,1	-11,7	-3,6	6,7

Tableau 3

2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
62,9	59,7	59,9	60,0	60,1	59,7	59,2
-4,2	-3,2	0,2	0,1	0,1	-0,4	-0,5
-6,3	-5,1	0,3	0,2	0,2	-0,7	-0,8
14,1	12,1	11,7	12,3	12,6	12,9	12,9
-1,2	-2,0	-0,4	0,6	0,3	0,3	0,0
-7,8	-14,2	-3,3	5,1	2,4	2,4	0,0
17,3	15,7	16,5	16,9	17,0	16,9	17,0
-1,4	-1,6	0,8	0,4	0,1	-0,1	0,1
-7,5	-9,2	5,1	2,4	0,6	-0,6	0,6
32,9	34,6	34,7	35,1	35,7	36,0	36,3
0,6	1,7	0,1	0,4	0,6	0,3	0,3
1,9	5,2	0,3	1,2	1,7	0,8	0,8
215,8	210,5	217,1	221,6	223,6	224,2	224,4
20,3	-5,3	6,6	4,5	2,0	0,6	0,2
10,4	-2,5	3,1	2,1	0,9	0,3	0,1
543,4	532,0	532,7	540,9	543,1	544,9	546,7
0,1	-11,4	0,7	8,2	2,2	1,8	1,8
0,0	-2,1	0,1	1,5	0,4	0,3	0,3
238,6	241,2	239,4	241,4	240,6	239,7	239,7
-3,9	2,6	-1,8	2,0	-0,8	-0,9	0,0
-1,6	1,1	-0,7	0,8	-0,3	-0,4	0,0
76,6	83,5	85,3	88,3	88,9	89,4	89,6
-0,1	6,9	1,8	3,0	0,6	0,5	0,2
-0,1	9,0	2,2	3,5	0,7	0,6	0,2

Tableaux

Tableau 3
Emploi par secteur d'activité de 2003 à 2014

	2003	2004	2005	2006	2007
Textiles et produits textiles	20,6	20,7	19,8	15,9	15,9
Var. (000)	1,3	0,1	-0,9	-3,9	0,0
Var. (%)	6,7	0,5	-4,3	-19,7	0,0
Vêtements et produits en cuir	54,9	44,2	36,2	33,3	31,3
Var. (000)	-2,7	-10,7	-8,0	-2,9	-2,0
Var. (%)	-4,7	-19,5	-18,1	-8,0	-6,0
Papier	34,7	35,9	39,7	33,5	27,7
Var. (000)	2,6	1,2	3,8	-6,2	-5,8
Var. (%)	8,1	3,5	10,6	-15,6	-17,3
Impression et activités connexes	38,9	39,1	33,8	28,3	28,1
Var. (000)	8,8	0,2	-5,3	-5,5	-0,2
Var. (%)	29,2	0,5	-13,6	-16,3	-0,7
Pétrole, charbon et produits chimiques	37,3	39,9	36,1	33,5	31,7
Var. (000)	-4,2	2,6	-3,8	-2,6	-1,8
Var. (%)	-10,1	7,0	-9,5	-7,2	-5,4
Produits en caoutchouc et en plastique	32,9	34,8	44,0	36,3	31,1
Var. (000)	0,2	1,9	9,2	-7,7	-5,2
Var. (%)	0,6	5,8	26,4	-17,5	-14,3
Biens durables	327,8	331,1	331,6	328,6	300,8
Var. (000)	-33,0	3,3	0,5	-3,0	-27,8
Var. (%)	-9,1	1,0	0,2	-0,9	-8,5
Produits en bois	60,1	59,7	53,7	52,8	40,1
Var. (000)	-5,5	-0,4	-6,0	-0,9	-12,7
Var. (%)	-8,4	-0,7	-10,1	-1,7	-24,1

Tableau 3 (suite)

2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
9,1	9,7	9,4	9,1	8,6	8,4	8,5
-6,8	0,6	-0,3	-0,3	-0,5	-0,2	0,1
-42,8	6,6	-3,1	-3,2	-5,5	-2,3	1,2
26,0	20,8	19,4	17,6	16,7	15,6	15,1
-5,3	-5,2	-1,4	-1,8	-0,9	-1,1	-0,5
-16,9	-20,0	-6,7	-9,3	-5,1	-6,6	-3,2
31,1	26,3	25,8	25,6	25,4	24,8	24,6
3,4	-4,8	-0,5	-0,2	-0,2	-0,6	-0,2
12,3	-15,4	-1,9	-0,8	-0,8	-2,4	-0,8
27,5	25,8	25,0	24,6	24,2	24,0	23,9
-0,6	-1,7	-0,8	-0,4	-0,4	-0,2	-0,1
-2,1	-6,2	-3,1	-1,6	-1,6	-0,8	-0,4
37,4	37,9	36,8	37,7	38,0	38,6	39,0
5,7	0,5	-1,1	0,9	0,3	0,6	0,4
18,0	1,3	-2,9	2,4	0,8	1,6	1,0
30,9	37,2	37,7	38,5	38,8	38,9	39,0
-0,2	6,3	0,5	0,8	0,3	0,1	0,1
-0,6	20,4	1,3	2,1	0,8	0,3	0,3
304,8	290,8	293,3	299,5	302,5	305,2	307,0
4,0	-14,0	2,5	6,2	3,0	2,7	1,8
1,3	-4,6	0,9	2,1	1,0	0,9	0,6
39,9	41,4	41,9	42,8	43,4	44,3	44,5
-0,2	1,5	0,5	0,9	0,6	0,9	0,2
-0,5	3,8	1,2	2,1	1,4	2,1	0,5

Tableaux

Tableau 3
Emploi par secteur d'activité de 2003 à 2014

	2003	2004	2005	2006	2007
Produits minéraux non métalliques	16,0	17,5	18,7	17,2	11,3
Var. (000)	1,2	1,5	1,2	-1,5	-5,9
Var. (%)	8,1	9,4	6,9	-8,0	-34,3
Première transformation des métaux	29,2	30,0	35,1	30,8	30,7
Var. (000)	-3,2	0,8	5,1	-4,3	-0,1
Var. (%)	-9,9	2,7	17,0	-12,3	-0,3
Produits métalliques	40,2	35,6	46,3	43,9	41,9
Var. (000)	-3,0	-4,6	10,7	-2,4	-2,0
Var. (%)	-6,9	-11,4	30,1	-5,2	-4,6
Machines	29,7	33,5	27,5	26,6	24,8
Var. (000)	5,4	3,8	-6,0	-0,9	-1,8
Var. (%)	22,2	12,8	-17,9	-3,3	-6,8
Produits informatiques, électroniques, électriques	41,4	34,8	36,9	41,2	38,7
Var. (000)	-5,7	-6,6	2,1	4,3	-2,5
Var. (%)	-12,1	-15,9	6,0	11,7	-6,1
Matériel de transport	49,1	55,0	51,5	54,9	49,6
Var. (000)	-13,1	5,9	-3,5	3,4	-5,3
Var. (%)	-21,1	12,0	-6,4	6,6	-9,7
Meubles	39,7	36,8	36,8	38,5	36,5
Var. (000)	-2,7	-2,9	0,0	1,7	-2,0
Var. (%)	-6,4	-7,3	0,0	4,6	-5,2
Activités diverses de fabrication	22,2	28,3	25,1	22,7	27,2
Var. (000)	-6,6	6,1	-3,2	-2,4	4,5
Var. (%)	-22,9	27,5	-11,3	-9,6	19,8

Tableau 3 (suite)

2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
17,2	15,7	16,2	16,5	16,4	16,4	16,4
5,9	-1,5	0,5	0,3	-0,1	0,0	0,0
52,2	-8,7	3,2	1,9	-0,6	0,0	0,0
28,5	23,8	23,8	24,1	24,1	23,9	23,8
-2,2	-4,7	0,0	0,3	0,0	-0,2	-0,1
-7,2	-16,5	0,0	1,3	0,0	-0,8	-0,4
45,3	41,4	42,1	43,7	44,5	45,3	45,5
3,4	-3,9	0,7	1,6	0,8	0,8	0,2
8,1	-8,6	1,7	3,8	1,8	1,8	0,4
23,0	27,1	28,1	28,3	28,5	28,9	29,0
-1,8	4,1	1,0	0,2	0,2	0,4	0,1
-7,3	17,8	3,7	0,7	0,7	1,4	0,3
38,9	34,7	35,4	36,1	36,2	36,4	36,6
0,2	-4,2	0,7	0,7	0,1	0,2	0,2
0,5	-10,8	2,0	2,0	0,3	0,6	0,5
58,7	58,2	57,7	59,4	60,5	61,5	62,8
9,1	-0,5	-0,5	1,7	1,1	1,0	1,3
18,3	-0,9	-0,9	2,9	1,9	1,7	2,1
33,3	30,7	30,2	30,6	30,8	30,5	30,4
-3,2	-2,6	-0,5	0,4	0,2	-0,3	-0,1
-8,8	-7,8	-1,6	1,3	0,7	-1,0	-0,3
20,0	17,8	17,9	18,0	18,1	18,0	18,0
-7,2	-2,2	0,1	0,1	0,1	-0,1	0,0
-26,5	-11,0	0,6	0,6	0,6	-0,6	0,0

Tableaux

Tableau 3
Emploi par secteur d'activité de 2003 à 2014

	2003	2004	2005	2006	2007
Commerce	596,3	611,3	619,6	628,5	646,0
Var. (000)	27,6	15,0	8,3	8,9	17,5
Var. (%)	4,9	2,5	1,4	1,4	2,8
Commerce de gros	133,3	143,3	140,8	142,6	163,0
Var. (000)	10,2	10,0	-2,5	1,8	20,4
Var. (%)	8,3	7,5	-1,7	1,3	14,3
Commerce de détail	463,0	468,0	478,8	485,9	483,0
Var. (000)	17,4	5,0	10,8	7,1	-2,9
Var. (%)	3,9	1,1	2,3	1,5	-0,6
Transports et entreposage	169,8	177,7	164,4	167,2	178,4
Var. (000)	12,6	7,9	-13,3	2,8	11,2
Var. (%)	8,0	4,7	-7,5	1,7	6,7
Information, culture et loisirs	161,5	166,1	167,9	160,4	171,9
Var. (000)	3,4	4,6	1,8	-7,5	11,5
Var. (%)	2,2	2,8	1,1	-4,5	7,2
Finances, assurances, immobilier et services de location	189,1	201,9	203,8	222,3	231,6
Var. (000)	-3,3	12,8	1,9	18,5	9,3
Var. (%)	-1,7	6,8	0,9	9,1	4,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	211,9	223,2	224,1	241,7	256,7
Var. (000)	3,7	11,3	0,9	17,6	15,0
Var. (%)	1,8	5,3	0,4	7,9	6,2
Services aux entreprises, services relatifs au bâtiment et autres services de soutien	117,0	116,9	130,6	139,8	147,4
Var. (000)	-7,6	-0,1	13,7	9,2	7,6
Var. (%)	-6,1	-0,1	11,7	7,0	5,4

Tableau 3 (suite)

2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
624,7	626,3	634,8	643,7	655,3	661,9	667,6
-21,3	1,6	8,5	8,9	11,6	6,6	5,7
-3,3	0,3	1,4	1,4	1,8	1,0	0,9
150,0	152,7	155,2	158,4	162,0	164,0	165,7
-13,0	2,7	2,5	3,2	3,6	2,0	1,7
-8,0	1,8	1,6	2,1	2,3	1,2	1,0
474,7	473,6	479,6	485,3	493,3	497,9	501,9
-8,3	-1,1	6,0	5,7	8,0	4,6	4,0
-1,7	-0,2	1,3	1,2	1,6	0,9	0,8
186,0	169,7	171,2	174,9	179,8	182,6	184,7
7,6	-16,3	1,5	3,7	4,9	2,8	2,1
4,3	-8,8	0,9	2,2	2,8	1,6	1,2
174,8	172,0	174,2	176,5	179,7	182,1	184,6
2,9	-2,8	2,2	2,3	3,2	2,4	2,5
1,7	-1,6	1,3	1,3	1,8	1,3	1,4
230,6	224,1	228,6	232,3	235,6	239,5	242,1
-1,0	-6,5	4,5	3,7	3,3	3,9	2,6
-0,4	-2,8	2,0	1,6	1,4	1,7	1,1
265,6	274,5	281,6	288,8	296,9	304,2	310,1
8,9	8,9	7,1	7,2	8,1	7,3	5,9
3,5	3,4	2,6	2,6	2,8	2,5	1,9
136,9	141,7	143,9	147,8	151,6	154,6	156,7
-10,5	4,8	2,2	3,9	3,8	3,0	2,1
-7,1	3,5	1,6	2,7	2,6	2,0	1,4

Tableaux

Tableau 3
Emploi par secteur d'activité de 2003 à 2014

	2003	2004	2005	2006	2007
Services d'enseignement	244,0	236,4	243,8	260,9	259,3
Var. (000)	8,5	-7,6	7,4	17,1	-1,6
Var. (%)	3,6	-3,1	3,1	7,0	-0,6
Soins de santé et assistance sociale	426,6	441,3	444,7	454,1	455,2
Var. (000)	17,2	14,7	3,4	9,4	1,1
Var. (%)	4,2	3,4	0,8	2,1	0,2
Hébergement et restauration	216,1	208,6	215,7	214,8	236,5
Var. (000)	10,7	-7,5	7,1	-0,9	21,7
Var. (%)	5,2	-3,5	3,4	-0,4	10,1
Autres services	167,1	168,0	161,1	159,1	176,7
Var. (000)	4,5	0,9	-6,9	-2,0	17,6
Var. (%)	2,8	0,5	-4,1	-1,2	11,1
Administrations publiques	212,2	215,6	215,6	215,6	219,8
Var. (000)	-1,2	3,4	0,0	0,0	4,2
Var. (%)	-0,6	1,6	0,0	0,0	1,9
Emploi total	3 628,8	3 680,5	3 717,3	3 765,4	3 851,7
Var. (000)	58,9	51,7	36,8	48,1	86,3
Var. (%)	1,6	1,4	1,0	1,3	2,3

Var. : variation.

Sources : données historiques, Statistique Canada. *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2010 à 2014.

Date : 27 avril 2010

Tableau 3 (suite)

2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
256,5	259,2	260,0	261,3	262,0	263,8	265,0
-2,8	2,7	0,8	1,3	0,7	1,8	1,2
-1,1	1,1	0,3	0,5	0,3	0,7	0,5
470,6	481,9	491,7	499,1	505,7	514,6	521,4
15,4	11,3	9,8	7,4	6,6	8,9	6,8
3,4	2,4	2,0	1,5	1,3	1,8	1,3
244,7	231,1	234,1	238,1	242,1	245,0	247,4
8,2	-13,6	3,0	4,0	4,0	2,9	2,4
3,5	-5,6	1,3	1,7	1,7	1,2	1,0
175,8	175,5	177,5	178,9	180,7	183,0	184,7
-0,9	-0,3	2,0	1,4	1,8	2,3	1,7
-0,5	-0,2	1,1	0,8	1,0	1,3	0,9
229,1	223,7	224,9	224,8	225,4	225,3	224,9
9,3	-5,4	1,2	-0,1	0,6	-0,1	-0,4
4,2	-2,4	0,5	0,0	0,3	0,0	-0,2
3 881,7	3 844,2	3 895,1	3 953,0	4 006,9	4 051,2	4 085,7
30,0	-37,5	50,9	57,9	53,9	44,3	34,5
0,8	-1,0	1,3	1,5	1,4	1,1	0,9

Références

CONFERENCE BOARD DU CANADA. *Canadian Outlook, Long-Term Economic Forecast 2010*, VII-99 pages.

CONFERENCE BOARD DU CANADA. *Prévisions à long terme*, hiver 2010, compilation spéciale, 18 février 2010.

CONFERENCE BOARD DU CANADA. *Provincial Outlook*, printemps 2010, X-47 pages.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL. *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2010, 196 pages.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Perspectives démographiques, Québec et régions, 2006-2056*, édition 2009, 132 pages.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Produit intérieur brut réel selon les dépenses, données désaisonnalisées au taux annuel, base 2002, Québec, 2008-2010*, 29 juin 2010.

NATIONAL BUREAU OF ECONOMIC RESEARCH. *Determination of the December 2007 Peak in Economic Activity*, 11 décembre 2008, 7 pages.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2010*, juillet 2010, 337 pages.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. *Perspectives économiques de l'OCDE, no 87*, version préliminaire, mai 2010, 349 pages.

STATISTIQUE CANADA. *Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens, Premier trimestre de 2010* [document HTML], no 13-010-XWF au catalogue, tableau 3, <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/100531/t100531a3-fra.htm>.

STATISTIQUE CANADA. *Enquête sur la population active*, compilation spéciale, 2010.

STATISTIQUE CANADA. *Guide de l'Enquête sur la population active 2009*, 76 pages.

STATISTIQUE CANADA. *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, Canada 2007*, mars 2007, 829 pages.

U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE, BUREAU OF ECONOMIC ANALYSIS. *Gross Domestic Product: First Quarter 2010 (Final)*, 25 juin 2010, 16 pages.

901234
9012345
0123456
1234567
2345678
3456789
4567890
5678901
6789012
7890123
8901234
9012345
0123456
1234567
2345678
3456789
4567890
5678901
6789012
7890123
8901234
9012345
0123456
1234567
2345678
456789
4567890

On peut consulter *Le marché du travail et l'emploi sectoriel - 2010-2014* dans le site du **CETECH** et à **emploiquebec.net**.

On y trouvera aussi d'autres publications sur le marché du travail, notamment les perspectives professionnelles pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions.

Pour toute information ou pour obtenir d'autres exemplaires de cette publication, prière de s'adresser à la Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail au **514 864-8234**.

La reproduction totale ou partielle de cette publication est autorisée à condition d'en mentionner la source.

45678901234567890123
45678901234567890123
56789012345678901234
67890123456789012345
78901234567890123456
89012345678901234567
90123456789012345678
01234567890123456789
12345678901234567890
23456789012345678901
34567890123456789012
45678901234567890123
56789012345678901234
67890123456789012345
78901234567890123456
89012345678901234567
90123456789012345678
01234567890123456789
12345678901234567890
23456789012345678901
34567890123456789012
45678901234567890123
56789012345678901234
67890123456789012345
78901234567890123456
89012345678901234567
90123456789012345678
01234567890123456789
12345678901234567890
23456789012345678901
34567890123456789012
45678901234567890123
56789012345678901234
67890123456789012345
78901234567890123456
89012345678901234567
90123456789012345678
01234567890123456789